Spedizione in abbonamento postale

Anno 97° — Numero 7

# GAZZETTA UFFICIALE

## DELLA REPUBBLICA ITALIANA

*PARTE PRIMA* ROMA - Martedì, 10 gennaio 1956 SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI - TELEF. 550-139 551-236 551-554
AMMINISTRAZIONE PRESSO LA LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI 10, ROMA - TELEF. 841-089 841-737 850-144

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 8020 - Semestrale L. 4510
Trimestrale L. 2510 Un fascicolo L. 40.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 8020 - Semestrale L. 4510
Trimestrale L. 2510 - Un fascicolo L. 40.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

*I fascicoli disguidati devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione*

**L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/2640 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato *Libreria dello Stato* - *Roma***

Per gli annunzi da inserire nella "Gazzetta Ufficiale,, veggansi le norme riportate nella testata della parte seconda

La « Gazzetta Ufficiale » e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso i negozi della Libreria dello Stato in Roma, via XX Settembre (Palazzo del Ministero delle Finanze); via del Corso n. 234 (angolo via Marco Minghetti n. 23-24); in MILANO, Galleria Vittorio Emanuele n. 3; in NAPOLI, via Chiaia n. 5; in FIRENZE, via Cavour n. 46 r; in TORINO, via Roma n. 80 (Salone "La Stampa,,) e presso le Librerie depositarie di tutti i Capoluoghi di Provincia.
Le inserzioni nella Parte II della « Gazzetta Ufficiale » si ricevono in Roma - presso la Libreria dello Stato (Ufficio inserzioni - via XX Settembre - Palazzo del Ministero delle Finanze). Le Agenzie della Libreria dello Stato in: Milano, Galleria Vittorio Emanuele n. 3 - Firenze, via Cavour n. 46 r - Napoli, via Chiaia n. 5 - Torino, via Roma n. 80 (Salone "La Stampa,,) sono autorizzate ad accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

## SOMMARIO

### LEGGI E DECRETI

### 1955



### DISPOSIZIONI E COMUNICATI



### CONCORSI ED ESAMI



### SUPPLEMENTI DEI BOLLETTINI DELLE OBBLIGAZIONI

# LEGGI E DECRETI

LEGGE 30 novembre 1955, n. 1335.

**Ratifica ed esecuzione della Convenzione tra gli Stati partecipanti al Trattato Nord Atlantico sullo statuto delle loro Forze armate, firmata a Londra il 19 giugno 1951.**

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la Convenzione tra gli Stati partecipanti al Trattato Nord Atlantico sullo statuto delle loro Forze armate, firmata a Londra il 19 giugno 1951.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione suddetta a decorrere dalla data della sua entrata in vigore.

Art. 3.

La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 30 novembre 1955

GRONCHI

SEGNI — MARTINO — MORO — TAMBRONI — ANDREOTTI — GAVA — TAVIANI

Visto, *il Guardasigilli*: MORO

---

**Convention entre les Etats parties au Traité de l'Atlantique Nord sur le statut de leurs forces**

Les Etats Parties au Traité de l'Atlantique Nord, signé à Washington le 4 avril 1949,

Considérant que les forces d'une Partie peuvent, par accord, être envoyées en service sur le territoire d'une autre Partie;

Etant entendu que la décision d'envoyer ces forces et les conditions auxquelles elles seront envoyées, pour autant que ces dernières ne sont pas prévues à la présente convention, continueront à faire l'objet d'accords particuliers entre les pays intéressés;

Désireux toutefois de déterminer le statut de la force armée de l'une des Parties lorsque cette force se trouve en service sur le territoire d'une autre Partie;

Sont convenus des dispositions suivantes:

Article I

1. Dans la présente Convention l'expression:

*a*) « force » signifie le personnel appartenant aux armées de terre, de mer ou de l'air de l'une des Parties Contractantes qui se trouve pour l'exécution du service sur le territoire d'une autre Partie Contractante de la région de l'Atlantique Nord, sous réserve que deux Parties Contractantes intéressées peuvent convenir de ne pas considérer certaines personnes, unités ou formations comme constituant une « force » ou en faisant partie au regard des dispositions de la présente Convention;

*b*) « élément civil » signifie le personnel civil accompagnant la force d'une Partie Contractante et employé par l'une des armées de cette Partie Contractante, et qui n'est ni apatride, ni national d'un Etat non partie au Traité de l'Atlantique Nord, non plus que national de l'Etat sur le territoire duquel la force est en service, ni une personne qui y a sa résidence habituelle;

*c*) « personne à charge » signifie le conjoint d'un membre d'une force ou d'un élément civil faisant partie d'une force, ou les enfants qui sont à leur charge;

*d*) « Etat d'origine » signifie la Partie Contractante dont relève la force;

*e*) « Etat de séjour » signifie la Partie Contractante sur le territoire de laquelle se trouve la force ou l'élément civil, soit en séjour, soit en transit;

*f*) « autorités militaires de l'Etat d'origine » signifie les autorités de l'Etat d'origine qui, en vertu de la législation de cet Etat, sont chargées d'appliquer les lois militaires dudit Etat aux membres de ses forces ou de ses éléments civils;

*g*) « Conseil de l'Atlantique Nord » signifie le Conseil établi par l'article 9 du Traité de l'Atlantique Nord, ou tout organe subordonné de celui-ci autorisé à agir en son nom.

2. La présente Convention est applicable aux autorités des subdivisions politiques des Parties Contractantes, dans les limites des territoires auxquels, conformément aux dispositions de l'Article XX, l'accord s'applique ou est étendu, comme il s'applique aux autorités centrales de ces Parties Contractantes, sous réserve, toutefois, que les biens appartenant aux subdivisions politiques ne seront pas considérés comme étant des biens appartenant, au sens de l'Article VIII, à une Partie Contractante.

Article II

Les membres d'une force ou d'un élément civil, ainsi que les personnes à leur charge, sont tenus de respecter les lois en vigueur dans l'Etat de séjour et de s'abstenir sur le territoire de cet Etat de toute activité incompatible avec l'esprit de la présente Convention et en particulier de toute activité politique. Au surplus les autorités de l'Etat d'origine sont tenues de prendre les mesures nécessaires à cette fin.

Article III

1. Sans préjudice des dispositions du paragraphe 2 du présent article, et à condition de se conformer aux formalités prescrites par l'Etat de séjour pour l'entrée et la sortie d'une force, ou des membres d'une force, ceux-ci sont dispensés des formalités de passeport et de visa, ainsi que de l'inspection par les services d'immigration à l'entrée et à la sortie du territoire d'un Etat de séjour. Ils ne sont pas davantage assujettis à la réglementation relative à l'enregistrement et au contrôle des étrangers. Toutefois, ils ne

sont pas considérés comme acquérant des droits à la résidence permanente ou au domicile dans les territoires de l'Etat de séjour.

2. Les seuls documents ci-dessous seront exigés des membres d'une force. Ils doivent être produits à toute réquisition:

*a*) carte d'identité personnelle délivrée par l'Etat d'origine munie d'une photographie et mentionnant les noms et prénoms, la date de naissance, le grade, le service et, s'il y a lieu, le numéro matricule;

*b*) ordre de mission collectif ou individuel dans la langue de l'Etat d'origine ainsi qu'en anglais et en français, délivré par le service compétent de l'Etat d'origine ou de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et attestant le statut de la personne ou de l'unité en tant que membre ou partie d'une force ainsi que l'ordre de déplacement. L'Etat de séjour peut exiger que l'ordre de déplacement soit contresigné par un de ses représentants à ce qualifié.

3. Le passeport dont les membres d'un élément civil et les personnes à charge seront porteurs devra faire état de ladite qualité.

4. Si un membre d'une force ou d'un élément civil cesse d'être au service de l'Etat d'origine et n'est pas rapatrié, les autorités de l'Etat d'origine en informent immédiatement les autorités de l'Etat de séjour en leur donnant toutes indications utiles. Les autorités de l'Etat d'origine informent, dans les mêmes conditions, les autorités de l'Etat de séjour de toute absence illégale dépassant 21 jours.

5. Si l'Etat de séjour a demandé l'éloignement de son territoire d'un membre d'une force ou d'un élément civil, ou a pris un arrêté d'expulsion contre un ex membre d'une force ou d'un élément civil ou contre une personne à charge d'un membre ou d'un ex membre, les autorités de l'Etat d'origine sont tenus de les recevoir sur leur territoire ou tout au moins de leur faire quitter le territoire de l'Etat de séjour. Ce paragraphe ne s'applique qu'aux personnes qui ne sont pas des nationaux de l'Etat de séjour et qui sont entrées dans ledit Etat en qualité de membres d'une force ou d'un élément civil ou en vue de le devenir ou de personne à charge de ceux-ci.

### Article IV

L'Etat de séjour peut:

*a*) soit accepter comme valable, sans exiger ni examen ni droit ou taxe, le permis de conduire ou le permis de conduire militaire délivré par l'Etat d'origine ou par une de ses subdivisions à un membre d'une force ou d'un élément civil;

*b*) soit délivrer, sans exiger d'examen, son propre permis de conduire à tout membre d'une force ou d'un élément civil, titulaire d'un permis de conduire ou d'un permis de conduire militaire délivré par l'Etat d'origine ou une de ses subdivisions.

### Article V

1. Les membres d'une force portent normalement leur uniforme. Sous réserve de tout arrangement contraire entre les autorités de l'Etat d'origine et de l'Etat de séjour, la tenue civile sera portée dans les mêmes conditions que par les forces armées des Etats de séjour. Les unités de formations militaires régulièrement constituées d'une force doivent se présenter en uniforme aux frontières qu'elles franchissent.

2. Les véhicules d'une force ou d'un élément civil immatriculés à l'armée portent, en plus de leur numéro d'immatriculation, une marque distinctive de leur nationalité.

### Article VI

Les membres d'une force peuvent détenir et porter leurs armes à condition d'y être autorisés par le règlement qui leurs est applicable. Les autorités de l'Etat d'origine examineront avec bienveillance les demandes que l'Etat de séjour leur présentera en la matière.

### Article VII

1. Sous réserve des dispositions du présent article,

*a*) Les autorités militaires de l'Etat d'origine ont le droit d'exercer sur le territoire de l'Etat de séjour les pouvoirs de juridiction pénale et disciplinaire que leur confère la législation de l'Etat d'origine sur toutes personnes sujettes à la loi militaire de cet Etat;

*b*) Les autorités de l'Etat de séjour ont le droit d'exercer leur juridiction sur les membres d'une force ou d'un élément civil et les personnes à leur charge en ce qui concerne les infractions commises sur le territoire de l'Etat de séjour et punies par la législation de cet Etat.

2. *a*) Les autorités militaires de l'Etat d'origine ont le droit d'exercer une juridiction exclusive sur les personnes soumises aux lois militaires de cet Etat en ce qui concerne les infractions punies par la législation de l'Etat d'origine, notamment les infractions portant atteinte à la sûreté de cet Etat mais ne tombant pas sous le coup de la législation de l'Etat de séjour;

*b*) Les autorités de l'Etat de séjour ont le droit d'exercer une juridiction exclusive sur les membres d'une force ou d'un élément civil et sur les personnes à charge en ce qui concerne les infractions punies par les lois de l'Etat de séjour, notamment les infractions portant atteinte à la sûreté de cet Etat mais ne tombant pas sous le coup de la législation de l'Etat d'origine;

*c*) Au sens du présent paragraphe et du paragraphe 3 du présent article, sont considérées comme infractions portant atteinte à la sûreté d'un Etat:

(*i*) la trahison,

(*ii*) le sabotage, l'espionnage ou la violation de la législation relative aux secrets d'Etat ou de défense nationale.

3. Dans les cas de juridiction concurrente, les règles suivantes sont applicables:

*a*) Les autorités militaires de l'Etat d'origine ont le droit d'exercer par priorité leur juridiction sur le membre d'une force ou d'un élément civil en ce qui concerne:

*i*) Les infractions portant atteinte uniquement à la sûreté ou à la propriété de cet Etat ou les infractions portant atteinte uniquement à la personne ou à la propriété d'un membre de la force, ou d'un élément civil de cet Etat ainsi que d'une personne à charge;

*ii*) Les infractions résultant de tout acte ou négligence accomplis dans l'exécution du service.

*b*) Dans le cas de toute autre infraction, les autorités de l'Etat de séjour exercent par priorité leur juridiction.

*c*) Si l'Etat qui a le droit d'exercer par priorité sa juridiction décide d'y renoncer, il le notifiera aussitôt que possible aux autorités de l'autre Etat. Les autorités de l'Etat qui a le droit d'exercer par priorité sa

juridiction examinent avec bienveillance les demandes de renonciation à ce droit, présentées par les autorités de l'autre Etat, lorsque celles-ci estiment que des considérations particulièrement importantes le justifient.

4. Les dispositions du présent article ne comportent pour les autorités militaires de l'Etat d'origine aucun droit d'exercer une juridiction sur les nationaux de l'Etat de séjour ou sur les personnes qui y ont leur résidence habituelle, à moins que ceux-ci soient membres des forces armées de l'Etat d'origine.

5. *a*) Les autorités des Etats de séjour et d'origine se prêtent mutuellement assistance pour l'arrestation des membres d'une force de l'Etat d'origine ou d'un élément civil ou des personnes à charge sur le territoire de l'Etat de séjour et pour leur remise à l'autorité qui a à exercer sa juridiction conformément aux dispositions ci-dessus.

*b*) Les autorités de l'Etat de séjour notifient dans les délais les plus brefs aux autorités militaires de l'Etat d'origine l'arrestation de tout membre d'une force ou d'un élément civil ou d'une personne à charge.

*c*) La garde d'un membre d'une force ou d'un élément civil sur lequel l'Etat de séjour a à exercer sont droit de juridiction et qui est entre les mains des autorités de l'Etat d'origine demeurera assurée par celles-ci jusqu'à ce que des poursuites aient été engagées contre lui par l'Etat de séjour.

6. *a*) Les autorités des Etats de séjour et d'origine se prêtent mutuellement assistance pour la conduite des enquêtes, pour la recherche de preuves; y compris la saisie, et s'il y a lieu, la remise des pièces à conviction et des objets de l'infraction. La remise des pièces et objets saisis peut toutefois être subordonnée à leur restitution dans un délai déterminé par l'autorité qui procède à cette remise.

*b*) Les autorités des Parties Contractantes, dans les cas où il y a juridiction concurrente, s'informent réciproquement de la suite donnée aux affaires.

7. *a*) Il ne peut être procédé par les autorités de l'Etat d'origine à l'exécution d'une condamnation capitale sur le territoire de l'Etat de séjour si la législation de ce dernier ne prévoit pas la peine de mort dans un cas analogue.

*b*) Les autorités de l'Etat de séjour examinent avec bienveillance les demandes des autorités de l'Etat d'origine en vue de prêter assistance è celles-ci pour l'exécution des peines d'emprisonnement prononcées sur le territoire de l'Etat de séjour par lesdites autorités conformément aux dispositions du présent article.

8. Lorsqu'un inculpé a été jugé conformément aux dispositions de cet article par les autorités d'une Partie Contractante et a été acquitté ou, en cas de condamnation, s'il subit ou a subi sa peine ou a été gracié, il ne peut plus être jugé de nouveau sur le même territoire, du chef de la même infraction, par les autorités d'une autre Partie Contractante. Toutefois, ce paragraphe ne s'oppose en rien à ce que les autorités militaires de l'Etat d'origine jugent un membre d'une force pour toute violation des règles de discipline résultant de l'acte ou de l'omission constitutive de l'infraction pour laquelle il a été jugé.

9. Quand un membre d'une force ou d'un élément civil ou une personne à charge est poursuivi devant les juridictions de l'Etat de séjour, il a droit:

*a*) à être jugé rapidement;

*b*) à être tenu informé, avant les débats, de l'accusation ou des accusations portées contre lui;

*c*) à être confronté avec les témoins à charge;

*d*) à ce que les témoins à décharge soient contraints de se présenter si la juridiction de l'Etat de séjour a le pouvoir de les y obliger;

*e*) à être représenté selon son choix ou à être assisté dans les conditions légales en vigueur à l'époque dans l'Etat de séjour;

*f*) s'il l'estime nécessaire, au service d'un interprète compétent;

*g*) à communiquer avec un représentant du gouvernement de l'Etat d'origine, et lorsque les règles de procédure le permettent, à la présence de ce représentant aux débats.

10. *a*) Les unités ou formations militaires régulièrement constituées d'une force ont le droit de police sur tous les camps, établissements ou autres installations occupés par elles en vertu d'un accord avec l'Etat de séjour. La police militaire des unités ou formations peut prendre toutes les mesures utiles pour assurer le maintien de l'ordre et de la sécurité dans ces installations.

*b*) L'emploi de ladite police militaire hors de ces installations est subordonné à un accord avec les autorités de l'Etat de séjour, se fait en liaison avec celles-ci et n'intervient que pour autant que cela est nécessaire pour maintenir l'ordre et la discipline parmi les membres de ces unités ou formations.

11. Chacune des Parties Contractantes soumettra au pouvoir législatif les projets qu'elle estime nécessaires pour permettre d'assurer sur son territoire la sécurité et la protection des installations, du matériel, des propriétés, des archives et des documents officiels des autres Parties Contractantes ainsi que la répression des infractions à cette législation.

Article VIII

1. Chaque Partie Contractante renonce à toute demande d'indemnité à l'encontre d'une autre Partie Contractante pour les dommages causés aux biens de l'Etat qui sont utilisés par ses forces armées de terre, de mer et de l'air,

*i*) si le dommage est causé par un membre des forces armées de l'autre Partie Contractante, ou par un employé de celle-ci, dans l'exercice de ses fonctions dans le cadre du Traité de l'Atlantique Nord;

*ii*) ou s'il est causé par un véhicule, un navire ou un aéronef d'une Partie Contractante et utilisé par ses forces armées, à condition, ou que le véhicule, le navire ou l'aéronef cause du dommage ait été utilisé pour des actions entreprises dans le cadre des opérations du Traité de l'Atlantique Nord, ou que le dommage ait été causé à des biens utilisés dans les mêmes conditions.

Les demandes d'indemnités pour sauvetage maritime formulées par une Partie Contractante à l'encontre d'une autre Partie Contractante font l'objet de la même renonciation, sous réserve que le navire ou la cargaison sauvés soient la propriété d'une Partie Contractante et soient utilisés par ses forces armées à l'occasion d'actions entreprises dans le cadre du Traité de l'Atlantique Nord.

2. *a*) Dans le cas de dommages autres que ceux prévus au paragraphe 1 ci-dessus qui ont été causés aux biens d'une Partie Contractante situés sur le terri-

toire de celle-ci, et pour autant que les Parties Contractantes intéressées n'aient pas conclu d'autre accord, il sera prononcé sur la responsabilité et le montant du dommage par un arbitre unique choisi conformément aux dispositions de l'alinéa *b*) ci-dessous. L'arbitre connaîtra également des demandes reconventionnelles éventuelles.

*b*) L'arbitre prévu à l'alinéa *a*) ci-dessus sera choisi par accord entre les Parties Contractantes intéressées parmi les nationaux de l'Etat de séjour exerçant ou ayant exercé une haute fonction judiciaire. Si les Parties Contractantes intéressées n'ont pu, à l'expiration d'un délai de deux mois, se mettre d'accord sur la désignation de cet arbitre, l'une ou l'autre pourra demander au président des Suppléants du Conseil de l'Atlantique Nord de choisir une personne répondant aux qualifications indiquées ci-dessus.

*c*) toute décision prise par l'arbitre sera définitive et liera les Parties Contractantes;

*d*) le montant de toute indemnité attribuée par l'arbitre sera réparti comme il est prévu au paragraphe 5 *e*) *i*), *ii*) et *iii*) ci-dessous;

*e*) La rémuneration de l'arbitre sera fixée par accord entre les Parties Contractantes intéressées et sera, ainsi que les dépenses qu'aura occasionnées l'accomplissement de ses fonctions, supportée par parts égales par lesdites Parties.

*f*) Toutefois, chaque Partie Contractante renonce à demander une indemnité si le montant du dommage est inférieur aux montants suivants:

| | |
|---|---|
| Belgique: Fr.b. 70.000 | Luxembourg: Fr.l. 70.000 |
| Canada $ 1.460 | Pays-Bas: Fl. 5.320 |
| Danemark: Kr 9.670 | Norvège: Kr. 10.000 |
| France: Fr.fr. 490.000 | Portugal: Es. 40.250 |
| Islande: Kr. 22.800 | Royaume-Uni: £ 500 |
| Italie Lit. 850.000 | Etats-Unis: $ 1.400. |

Toute autre Partie Contractante dont les biens auraient été endommagés dans le même incident renoncera aussi à sa réclamation à concurrence des montants indiqués ci-dessus. Dans le cas de variation importante du cours des changes, les Parties Contractantes procéderont à l'ajustement des chiffres ci-dessus.

3. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article s'appliquent à tout navire affrété en coque nue par une Partie Contractante, ou réquisitionné par elle avec un contrat d'affrètement en coque nue, ou de bonne prise (sauf en ce qui concerne la partie du risque de perte et de la responsabilité supportée par une autre personne que cette Partie Contractante).

4. Chaque Partie Contractante renonce à demander une indemnité à une autre Partie Contractante dans le cas où un membre de ses forces armées a subi des blessures ou est mort dans l'exécution du service.

5. Les demandes d'indemnité (autres que celles résultant de l'application d'un contrat et que celles auxquelles les paragraphes 6 ou 7 du présent article sont applicables) du chef d'actes ou de négligences dont un membre d'une force ou un élément civil est responsable dans l'exécution du service ou du chef de tout autre acte, négligence ou incident dont une force ou un élément civil est légalement responsable et qui ont causé sur le territoire de l'Etat de séjour des dommages à un tiers autre que l'une des Parties Contractantes, seront réglées par l'Etat de séjour conformément aux dispositions suivantes:

*a*) les demandes d'indemnités sont introduites, instruites et les décisions prises, conformément aux lois et règlements de l'Etat de séjour applicables en la matière à ses propres forces armées;

*b*) l'Etat de séjour peut statuer sur ces dommages; il procède au paiement des indemnités allouées dans sa propre monnaie;

*c*) ce paiement, qu'il résulte du règlement direct de l'affaire ou d'une décision de la juridiction compétente de l'Etat de séjour, ou la décision de la même juridiction déboutant le demandeur, lie définitivement les Parties Contractantes;

*d*) toute indemnité payée par l'Etat de séjour sera portée à la connaissance des Etats d'origine intéressés qui recevront en même temps un rapport circonstancié et une proposition de répartitions établie conformément aux alinéas *e*) *i*), *ii*) et *iii*) ci-dessous. A défaut de réponse dans les deux mois, la proposition sera considérée comme acceptée;

*e*) la charge des indemnités versées pour la réparation des dommages visés aux alinéas précédents et au paragraphe 2 du présent article sera répartie entre les Parties Contractantes dans les conditions suivantes:

*i*) quand un seul Etat d'origine est responsable, le montant de l'indemnité est réparti à concurrence de 25 pour cent pour l'Etat de séjour et 75 pour cent pour l'Etat d'origine;

*ii*) quand la responsabilité est encourue par plus d'un Etat, le montant de l'indemnité est réparti entre eux par parts égales; toutefois, si l'Etat de séjour n'est pas un des Etats responsables, sa part sera la moitié de celle de chacun des Etats d'origine;

*iii*) si le dommage est causé par les forces armées des Parties Contractantes sans qu'il soit possible de l'attribuer d'une manière précise à l'une ou à plusieurs de ces forces armées, le montant de l'indemnité sera réparti également entre les Parties Contractantes intéressées; toutefois, si l'Etat de séjour n'est pas un des Etats dont les forces armées ont causé le dommage, sa part sera la moitié de celle de chacun des Etats d'origine;

*iv*) semestriellement, un état des sommes payées par l'Etat de séjour au cours du semestre précédent pour les affaires pour lesquelles une répartition en pourcentage a été admise, sera adressé aux Etats d'origine intéressés accompagné d'une demande de remboursement. Le remboursement sera fait dans les plus brefs délais, dans la monnaie de l'Etat de séjour;

*f*) dans le cas où, par suite de l'application des dispositions des alinéas *b*) et *e*) ci-dessus, une Partie Contractante se verrait imposer une charge qui l'affecterait trop lourdement, elle peut demander au Conseil de l'Atlantique Nord de procéder à un règlement de l'affaire sur une base différente;

*g*) aucune voie d'exécution ne peut être pratiquée sur un membre d'une force ou d'un élément civil lorsqu'un jugement a été prononcé contre lui dans l'Etat de séjour s'il s'agit d'un litige né d'un acte accompli dans l'exécution du service;

*h*) excepté dans la mesure où l'alinéa *e*) du présent paragraphe s'applique aux demandes d'indemnité couvertes par le paragraphe 2 du présent article, les dispositions du présent paragraphe ne s'appliquent pas dans le cas de navigation, d'exploitation d'un navire, de chargement ou de déchargement ou de transport

d'une cargaison, sauf s'il y a eu mort ou blessure d'une personne et que le paragraphe 4 ne soit pas applicable.

6. Les demandes d'indemnité contre les membres d'une force armée ou d'un élément civil fondées sur des actes dommageables ou des négligences qui n'ont pas été accomplis dans l'exécution du service sont réglées de la façon suivante:

*a*) les autorités de l'Etat de séjour instruisent la demande d'indemnité et fixent d'une manière juste et équitable l'indemnité due au demandeur, en tenant compte de toutes les circonstances de la cause, y compris la conduite et le comportement de la personne lésée, et elles établissent un rapport sur l'affaire;

*b*) ce rapport est envoyé aux autorités de l'Etat d'origine qui décident alors sans délai si elles procéderont à une indemnisation à titre gracieux, et dans ce cas, en fixent le montant;

*c*) si une offre d'indemnité à titre gracieux est faite et acceptée à titre de dédommagement intégral par le demandeur, les autorités de l'Etat d'origine effectuent elles-mêmes ce paiement et font connaître aux autorités de l'Etat de séjour leur décision et le montant de la somme versée;

*d*) les dispositions du présent paragraphe ne s'opposent en rien à ce que la juridiction de l'Etat de séjour statue sur l'action qui pourrait être intentée contre un membre d'une force ou d'un élément civil pour autant toutefois qu'un paiement entièrement satisfaisant n'ait pas été effectué.

7. Les demandes d'indemnité fondées sur l'usage non autorisé de tout véhicule des forces armées d'un Etat d'origine seront traitées conformément aux dispositions du paragraphe 6 du présent article, sauf dans le cas où la force elle-même ou l'élément civil est légalement responsable.

8. S'il y a contestation sur le point de savoir si l'acte dommageable ou la négligence d'un membre d'une force ou d'un élément civil ont été accomplis dans l'exécution du service ou sur le point de savoir si l'utilisation d'un véhicule appartenant aux forces armées d'un Etat d'origine n'avait pas été autorisée, l'affaire est portée devant un arbitre désigné conformément au paragraphe 2 *b*) du présent article, qui décide souverainement sur ce point.

9. Sauf dans les conditions prévues au paragraphe 5 *g*) du présent article l'Etat d'origine ne peut, en ce qui concerne la juridiction civile des tribunaux de l'Etat de séjour, se prévaloir de l'immunité de juridiction des tribunaux de l'Etat de séjour en faveur des membres d'une force ou d'un élément civil.

10. Les autorités de l'Etat d'origine et de l'Etat de séjour se prêtent assistance pour la recherche des preuves nécessaires à un examen équitable et à une décision en ce qui concerne les demandes d'indemnités qui intéressent les Parties Contractantes.

## Article IX

1. Les membres d'une force ou d'un élément civil ainsi que les personnes à leur charge peuvent se procurer sur place les marchandises nécessaires à leur propre consommation et les services dont ils ont besoin, dans les mêmes conditions que les ressortissants de l'Etat de séjour.

2. Les marchandises achetées sur place destinées à la subsistance d'une force ou d'un élément civil seront normalement achetées par l'entremise des services compétents pour l'achat de telles marchandises pour les forces armées de l'Etat de séjour. Pour éviter que ces achats n'aient un effet dommageable pour l'économie de l'Etat de séjour, les autorités compétentes de ce dernier désigneront les articles qu'il conviendrait, le cas échéant, d'exclure totalement ou partiellement desdits achats.

3. Sous réserve de l'application des accords en vigueur ou qui pourront être conclus par les autorités compétentes des Etats de séjour et d'origine, les autorités de l'Etat de séjour prennent seules les mesures appropriées pour que soient mis à la disposition d'une force ou d'un élément civil, les immeubles ainsi que les services y afférents dont ceux-ci peuvent avoir besoin. Ces accords et arrangements seront dans la mesure du possible conformes aux règlements concernant le logement et le cantonnement du personnel similaire de l'Etat de séjour. A défaut de convention stipulant le contraire, les droits et obligations naissant de l'occupation ou de l'utilisation d'un immeuble ainsi que de l'usage des services et servitudes y afférents sont régis par les lois de l'Etat de séjour.

4. Les besoins locaux en main d'œuvre civile d'une force ou d'un élément civil sont satisfaits de la même manière que ceux des services analogues de l'Etat de séjour, avec leur assistance et par l'entremise des services de la main d'œuvre. Les conditions d'emploi et de travail, notamment les salaires et accessoires de salaires et les conditions de protection des travailleurs, sont réglées conformément à la législation en vigueur dans l'Etat de séjour. Ces travailleurs civils employés par une force ou par un élément civil ne sont considérés en aucun cas comme membres de cette force ou de cet élément civil.

5. Si les services médicaux et dentaires attachés à une force ou à un élément civil sont insuffisants, leurs membres ainsi que les personnes à leur charge peuvent recevoir les soins médicaux et dentaires, y compris l'hospitalisation, dans les mêmes conditions que le personnel correspondant de l'Etat de séjour.

6. L'Etat de séjour examinera avec bienveillance les demandes de facilités de circulation et de réduction de tarifs qu'il peut accorder aux membres d'une force armée ou d'un élément civil. Ces facilités et réductions feront l'objet de dispositions particulières entre les gouvernements intéressés.

7. Sous réserve de tout accord financier général ou particulier entre les parties contractantes, les paiements en monnaie locale pour les marchandises, le logement et les services prévus aux paragraphes 2, 3, 4 et si nécessaire 5 et 6 du présent article seront effectués sans délai par les autorités de la force.

8. Une force, un élément civil, leurs membres, ou les personnes à leur charge ne peuvent se prévaloir du présent article pour revendiquer une exonération d'impôts ou taxes applicables aux achats de biens et aux prestations de services en vertu de la réglementation fiscale de l'Etat de séjour.

## Article X

1. Si, dans l'Etat de séjour, l'établissement d'un impôt quelconque est fonction de la résidence ou du domicile du redevable, les périodes au cours desquelles un membre d'une force ou d'un élément civil sera présent dans le territoire de cet Etat, en raison uniquement de sa qualité de membre de cette force ou de cet

élément civil, ne seront pas considérées, pour l'établissement dudit impôt, comme périodes de résidence ou comme entraînant un changement de résidence ou de domicile. Les membres d'une force ou d'un élément civil seront exonérés dans l'Etat de séjour de tout impôt sur les traitements et émoluments qui leur sont payés en cette qualité par l'Etat d'origine ainsi que sur tous biens meubles corporels leur appartenant et dont l'existence dans l'Etat de séjour est due uniquement à leur présence temporaire dans cet Etat.

2. Le présent article n'exonérera en aucune façon le membre d'une force ou d'un élément civil des impôts afférents aux activités génératrices de profits, autres que celles qu'il exerce en cette qualité, auxquelles il pourrait se livrer dans l'Etat de séjour. Sauf en ce qui concerne le traitement, les émoluments, ainsi que les biens meubles corporels, visés au paragraphe 1, les dispositions du présent article ne s'opposent en rien à la perception des impôts auxquels ledit membre est assujetti en vertu de la loi de l'Etat de séjour, même s'il est considéré comme ayant sa résidence ou son domicile hors du territoire de cet Etat.

3. Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux « *droits* » tels qu'ils sont définis au paragraphe 12 de l'article XI.

4. Au regard des dispositions du présent article, l'expression « membre d'une force » ne s'applique pas à une personne ayant la nationalité de l'Etat de séjour.

### Article XI

1. Sous réserve des dérogations établies par la présente Convention, les membres d'une force ou d'un élément civil ainsi que les personnes à leur charge sont soumis aux lois et règlements dont l'application est confiée à l'administration des douanes de l'Etat de séjour. Les agents de cette administration ont notamment le droit de procéder, dans les conditions générales prévues par la législation et la réglementation en vigueur dans l'Etat de séjour, à la visite des membres d'une force ou d'un élément civil ainsi que des personnes à leur charge, de leurs bagages et de leurs véhicules; ils ont également le droit de saisie conformément à cette législation et à cette réglementation.

2. *a*) L'importation temporaire et la réexportation des véhicules immatriculés à l'armée appartenant à une force ou à un élément civil circulant par leurs propres moyens sont autorisées en franchise de droits sur présentation d'un triptyque du modèle figurant en annexe à la présente Convention.

*b*) L'importation temporaire de véhicules immatriculés à l'armée, ne circulant pas par leurs propres moyens, se fera dans les conditions fixées au paragraphe 4 et leur réexportation dans les conditions fixées au paragraphe 8 du présent article.

*c*) Les véhicules immatriculés à l'armée appartenant à une force ou à un élément civil bénéficient également de l'exemption des taxes qui pourraient être dues en raison de la circulation des véhicules sur les routes.

3. Les documents officiels sous pli scellé d'un sceau officiel ne sont pas soumis à la visite et au contrôle de la douane. Les courriers qui en effectuent le transport doivent être munis, quelle que soit leur qualité, d'un ordre de mission individuel délivré dans les conditions indiquées à l'article III, paragraphe 2 *b*). Cet ordre de mission doit mentionner le nombre de plis et certifier que ceux-ci ne contiennent que des documents officiels.

4. Une force peut importer en franchise de droits son équipement et des quantités raisonnables d'approvisionnement, matériels et autres marchandises destinés à l'usage exclusif de cette force ou, dans le cas où cela est autorisé par l'Etat de séjour, à l'usage de l'élément civil et des personnes à charge. L'admission ainsi prévue en franchise est subordonnée au dépôt, au Bureau des douanes, à l'appui des documents de douane que l'on aura convenu de fournir, d'une attestation dont la forme aura été acceptée par l'Etat de séjour et par l'Etat d'origine, signée par une personne habilitée à cet effet par l'Etat d'origine. La désignation de la personne habilitée à signer les attestations ainsi que les specimens de sa signature et des cachets utilisés seront adressés aux administrations douanières de l'Etat de séjour.

5. Un membre d'une force ou d'un élément civil peut, à l'occasion de sa première arrivée en vue de prendre son service dant l'Etat de séjour, ou à l'occasion de la première arrivée d'une personne à sa charge venue l'y rejoindre, importer ses effets et son mobilier personnels en franchise de droits pour la durée de son séjour.

6. Les membres d'une force ou d'un élément civil peuvent bénéficier de la franchise temporaire des droits en cas d'importation temporaire de véhicules à moteur privés destinés à leur usage personnel et à celui des personnes à leur charge. Cette disposition n'entraîne pas l'obligation d'exemption des taxes qui pourraient être dues pour l'usage des routes par les véhicules privés.

7. Les importations faites par les autorités d'une force pour des fins autres que la satisfaction des besoins exclusifs de cette force ou de son élément civil, ainsi que les importations, autres que celles visées aux paragraphes 5 et 6 du présent article, effectuées par les membres d'une force armée ou d'un élément civil, ne bénéficient, en application du présent article, d'aucune exemption de droits ni d'aucune dispense de formalités.

8. Les marchandises admises en franchise en application des dispositions des paragraphes 2 *b*), 4, 5 ou 6 ci-dessus:

*a*) peuvent être réexportées librement à condition que, en ce qui concerne les marchandises importées en application du paragraphe 4, soit remise au Bureau des douanes une attestation délivrée dans les conditions prévues à ce paragraphe. Le service des douanes conserve cependant le droit de vérifier, s'il y a lieu, que les marchandises réexportées sont bien celles décrites sur l'attestation dans le cas où celle-ci est nécessaire, et ont été réellement importées dans les conditions prévues aux paragraphes 2 *b*), 4, 5 ou 6, suivant le cas;

*b*) ne peuvent normalement être cédées à titre onéreux ou gratuit dans l'Etat de séjour. Cependant, dans des cas particuliers, une telle cession peut être autorisée, sous réserve des conditions imposées par les autorités compétentes de l'Etat de séjour (par exemple, paiement des droits et taxes, accomplissement des formalités inhérentes au contrôle du commerce extérieur et des changes).

9. Les exportations de marchandises achetées dans l'Etat de séjour sont soumises à la réglementation en vigueur sur le territoire dudit Etat.

10. Des facilités particulières sont accordées par les autorités douanières pour le passage des frontières par des unités ou formations régulièrement encadrées, à condition que les autorisés douanières intéressés aient reçu la notification appropriée en temps utile.

11. Des dispositions spéciales seront prises par l'Etat de séjour afin que les carburants et lubrificants destinés à l'usage des véhicules immatriculés à l'armée, des aéronefs et bateaux militaires d'une force ou d'un élément civil soient livrés exempts de tous droits et taxes.

12. Pour l'application des dix premiers paragraphes du présent article, le mot « droits » s'entend des droits de douane et de tous autres droits et taxes frappant, suivant le cas, l'importation ou l'exportation, à l'exception des droits et taxes qui constituent un remboursement de frais pour service rendu. Le mot « importation » inclut l'enlèvement des marchandises placées dans un entrepôt de douanes ou sous un régime analogue, à condition qu'il s'agisse de marchandises qui n'aient été, ni récoltées, ni fabriquées, ni manufacturées dans l'Etat de séjour.

13. Les dispositions du présent article s'appliquent non seulement aux marchandises importées dans l'Etat de séjour ou exportées de cet Etat, mais aussi aux marchandises en transit à travers le territoire d'une Partie Contractante. En l'occurrence, l'expression « Etat de séjour » s'entend, dans le présent article, de toute Partie Contractante à travers le territoire de laquelle les marchandises transitent.

Article XII

1. Toute exemption ou facilité douanière ou fiscale accordée en vertu de la présente Convention est subordonnée à l'observation des dispositions que les autorités douanières ou fiscales de l'Etat de séjour peuvent estimer nécessaires pour prévenir des abus.

2. Les mêmes autorités peuvent décider que ne bénéficieront pas des exemptions prévues par le présent accord les importations de produits récoltés, fabriqués ou manufacturés dans l'Etat de séjour et exportés au préalable en franchise ou moyennant restitution des droits et taxes qui étaient dus dans le cas où ces produits n'auraient pas été exportés. Cette disposition s'applique également à des marchandises enlevées d'un entrepôt de douane, si le dépôt dans cet entrepôt a été considéré comme une exportation.

Article XIII

1. En vue de la répression des infractions aux lois et réglements douaniers et fiscaux, les autorités des Etats de séjour et d'origine se prêtent un mutuel concours pour procéder aux enquêtes et à la recherche des preuves.

2. Les autorités d'une force donnent toute l'assistance en leur pouvoir afin que les marchandises susceptibles de saisie, par les autorités douanières ou fiscales de l'Etat de séjour ou à leur profit, soient remises à celles-ci.

3. Les autorités d'une force s'engagent à faire tout ce qui est en leur pouvoir afin que les droits, taxes et amendes dus soient acquittés par les membres de cette force ou de son élément civil, ainsi que par les personnes à leur charge.

4. Les véhicules immatriculés à l'armée et les marchandises appartenant à une force ou à son élément civil et non à un de leurs membres, et saisis par les autorités de l'Etat de séjour à l'occasion d'une infraction douanière ou fiscale, sont remis aux autorités compétentes de cette force.

Article XIV

1. Une force, un élément civil, leurs membres, ainsi que les personnes à leur charge, demeurent assujettis aux règles du contrôle des changes de l'Etat d'origine et doivent se conformer aux règlements de l'Etat de séjour.

2. Les autorités chargées du contrôle des changes des Etats d'origine et de séjour peuvent mettre en vigueur des dispositions spéciales applicables à une force, à son élément civil ou à leurs membres ainsi qu'aux personnes à leur charge.

Article XV

1. Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 ci-dessous, la présente Convention reste en vigueur en cas d'hostilités entraînant l'application des dispositions du Traité de l'Atlantique Nord. Toutefois, les dispositions relatives au règlement des dommages contenues dans les paragraphes 2 et 5 de l'article VIII ne s'appliquent pas aux dommages de guerre et les dispositions de la présente Convention, notamment celles des articles III et VII, font immédiatement l'objet d'un nouvel examen par les Parties Contractantes intéressées. Celles ci peuvent éventuellement convenir des modifications qui apparaîtraient désirables en ce qui concerne l'application de la Convention entre elles.

2. Dans le cas d'hostilités telles qu'elles sont définies ci-dessus, chaque Partie Contractante a le droit, en la notifiant dans un délai de 60 jours aux autres Parties Contractantes, de suspendre l'application de l'une quelconque des dispositions de la Convention pour autant que de besoin. Si ce droit est exercé, les Parties Contractantes se consultent immédiatement en vue de se mettre d'accord sur les dispositions propres à remplacer celles dont l'application est suspendue.

Article XVI

Toute contestation entre les Parties Contractantes en ce qui concerne l'interprétation ou l'application de la présente Convention est réglée par négociations entre elles sans recours à une juridiction extérieure. Sauf dans le cas où la présente Convention contienne une disposition contraire, les contestations qui ne peuvent pas être réglées par négociations directes, seront portées devant le Conseil de l'Atlantique Nord.

Article XVII

Chaque Partie Contractante peut à tout moment demander la révision de tout article de la présente Convention. La demande sera adressée au Conseil de l'Atlantique Nord.

Article XVIII

1. La présente Convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront déposés aussitôt que possible auprès du gouvernement des Etats-Unis d'Amérique qui notifiera la date de ces dépôts à chaque Etat signataire.

2. La présente Convention entrera en vigueur trente jours après le dépôt par quatre Etats signataires de leurs instruments de ratification. Elle entrera en vigueur pour chacun des autres Etats signataires trente jours après le dépôt de son instrument de ratification.

3. Après son entrée en vigueur, la présente Convention, sous réserve de l'approbation du Conseil de l'Atlantique Nord et aux conditions que ce dernier pourra fixer, sera ouverte à tout Etat adhérent au Traité de l'Atlantique Nord. L'accession deviendra effective par le dépôt d'un instrument d'accession auprès du gouvernement des Etats-Unis d'Amérique qui notifiera à chaque signataire et à l'Etat accédant la date de dépôt dont il s'agit. La présente Convention entrera en vigueur, au regard de tout Etat au nom duquel un instrument d'accession sera déposé, trente jours après la date de dépôt de cet instrument.

Article XIX

1. La présente Convention pourra être dénoncée par chaque Partie Contractante après l'expiration d'un délai de quatre ans à dater de son entrée en vigueur.

2. La dénonciation de la Convention par une Partie Contractante se fera par notification écrite adressée par cette Partie au gouvernement des Etats-Unis d'Amérique qui informera toutes les autres Parties Contractantes de cette notification et de la date de sa réception.

3. La dénonciation prendra effet un an après réception de sa notification par le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique. Après l'expiration de cette période d'un an, la Convention cessera d'être en vigueur pour la Partie qui l'aura dénoncée, mais restera en vigueur entre les autres Parties Contractantes.

Article XX

1. Sous réserve des dispositions des paragraphes 2 et 3 ci-dessous, la présente Convention s'applique uniquement au territoire métropolitain d'une Partie Contractante.

2. Toutefois un Etat peut, lors du dépôt de ses instruments de ratification ou d'accession, ou ultérieurement, déclarer, par notification au gouvernement des Etats-Unis, que la présente Convention s'étendra à tous les territoires ou à tels des territoires dont les relations internationales sont assurées par lui dans la région de l'Atlantique Nord, sous réserve, si l'Etat qui fait la déclaration l'estime nécessaire, de la conclusion d'un accord particulier entre ledit Etat et chacun des Etats d'origine. La présente Convention sera appliquée pour le territoire ou les territoires ainsi mentionnés, 30 jours après la réception par le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique de la notification, ou 30 jours après la conclusion de l'accord particulier éventuel, ou, lors de l'entrée en vigueur de la Convention telle qu'elle est définie à l'article 18, si celle-ci intervient après ce délai.

3. Un Etat qui a fait la déclaration prévue au paragraphe 2 ci-dessus du présent article en vue d'étendre la Convention à un territoire dont il assure les relations internationales, peut dénoncer la Convention dans les conditions prévues à l'article 19 en ce qui concerne ce seul territoire.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ci-dessous désignés ont signé la présente Convention.

Fait à Londres le dix-neuf juin 1951, en anglais et en français, les deux textes faisant également foi, en un simple exemplaire qui restera déposé dans les archives du gouvernement des Etats-Unis d'Amérique. Le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique en trasmettra des copies authentiques à tous les gouvernements signataires et adhérents.

*Pour le Royaume de Belgique*
OBERT DE THIEUSIES

*Pour le Canada*
L. D. WILGRESS

*Pour le Royaume de Danemark*
STEENSEN-LETH

*Pour la France*
HERVE ALPHAND

*Pour l'Islande*
GUNNLAUGER PETURSSON

*Pour l'Italie*
A. ROSSI-LONGHI

*Pour le Grand-Duché de Luxembourg*
A. CLASEN

*Pour le Royaume des Pays-Bas*
A. W L. TJARDA VAN STARKENBORGH-STACHOUWER

*Pour le Royaume de Norvège*
DAG BRYN

*Pour le Portugal*
R. ENNES ULRICH

The Agreement is only applicable to the territory of Continental Portugal with the exclusion of the Adjacent Islands and the overseas Provinces.

*Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:*
HERBERT MORRISON

*Pour les Etats-Unis d'Amérique*
CHARLES M. SPOFFORD

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

*Il Ministro per gli affari esteri*
MARTINO

ANNEXE

Pays — Ministère ou Service

TRIPTYQUE (1)

Valable du au
pour l'entrée temporaire
du véhicule suivant
Marque
Numéro d'immatriculation — Numéro du moteur
Pneumatique de rechange
Matériel de transmission fixé à demeure
Nom et signature du titulaire du triptyque
Délivré le

Par ordre de

. . . . .

SORTIES ET ENTREES TEMPORAIRES

| *Désignation du Bureau des douanes* | *Date* | *Visa et cachet de la douane* |
|---|---|---|
| Sortie | | |
| Entrée | | |
| Sortie | | |
| Entrée | | |
| Sortie | | |
| Entrée | | |
| Sortie | | |
| Entrée | | |

(1) Ce document est établi dans la langue de l'Etat d'origine, et également en anglais et en français.

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 11 novembre 1955, n. 1336.

**Soppressione del Vice consolato di 1ª categoria in Locarno (Svizzera) ed istituzione nella stessa località di un Vice consolato di 2ª categoria.**

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto il regio decreto 28 gennaio 1866, n. 2804;
Visto il regio decreto 7 giugno 1866, n. 2996;
Visto il decreto del Capo provvisorio dello Stato 18 aprile 1947, n. 266, e successive modificazioni;
Visto il decreto del Capo provvisorio dello Stato 5 agosto 1947, n. 878, e successive modificazioni;
Visto l'art. 2 della legge 4 gennaio 1951, n. 13;
Udito il parere del Consiglio di Stato;
Sentito il Consiglio dei Ministri;
Sulla proposta del Ministro per gli affari esteri, di concerto con il Ministro per il tesoro;

Decreta:

Art. 1.

Il Vice consolato di 1ª categoria in Locarno (Svizzera) alle dipendenze del Consolato generale in Lugano, è soppresso.

Art. 2.

E' istituito in Locarno (Svizzera) un Vice consolato di 2ª categoria alle dipendenze del Consolato generale in Lugano.

Art. 3.

Il presente decreto ha effetto a decorrere dal 1° ottobre 1955.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 11 novembre 1955

GRONCHI

SEGNI — MARTINO — GAVA

Visto, *il Guardasigilli:* MORO
*Registrato alla Corte dei conti, addì* 31 *dicembre* 1955
*Atti del Governo, registro n.* 94, *foglio n.* 162. — CARLOMAGNO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 25 novembre 1955, n. 1337.

**Soppressione del Consolato di 1ª categoria in Tripoli (Libia) ed istituzione di un Consolato generale di 1ª categoria nella stessa località.**

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto il regio decreto 28 gennaio 1866, n. 2804;
Visto il regio decreto 7 giugno 1866, n. 2996;
Visto il decreto del Capo provvisorio dello Stato 18 aprile 1947, n. 266, e successive modificazioni;
Visto il decreto del Presidente della Repubblica 26 febbraio 1948, n. 226, e successive modificazioni;
Visto l'art. 2 della legge 4 gennaio 1951, n. 13;
Udito il parere del Consiglio di Stato;
Sentito il Consiglio dei Ministri;
Sulla proposta del Ministro per gli affari esteri, di concerto con il Ministro per il tesoro;

Decreta:

Art. 1.

Il Consolato di 1ª categoria in Tripoli (Libia) è soppresso.

Art. 2.

E' istituito in Tripoli (Libia) un Consolato generale di 1ª categoria con la seguente circoscrizione territoriale: la Tripolitania ed il Fezzan.

Art. 3.

Il presente decreto entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* ed ha effetto a decorrere dal 1° luglio 1955.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 25 novembre 1955

GRONCHI

SEGNI — MARTINO — GAVA

Visto, *il Guardasigilli:* MORO
*Registrato alla Corte dei conti, addì* 31 *dicembre* 1955
*Atti del Governo, registro n.* 94, *foglio n.* 163. — CARLOMAGNO

RELAZIONE e DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 14 dicembre 1955.

**Scioglimento del Consiglio comunale di Avellino.**

AL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

In seguito alla scissione della maggioranza del Consiglio comunale di Avellino, si costituirono in quel consesso — sorto dalle elezioni amministrative del maggio 1952 — due opposti gruppi equivalenti, il cui insanabile contrasto ha determinato, sin dai primi mesi del 1955, la completa paralisi dell'attività amministrativa dell'Ente.

Infatti, durante la seduta del 21 aprile 1955, indetta per l'esame del bilancio 1955, la discussione si spostò, con vivaci interventi dei vari membri, dalle questioni iscritte all'ordine del giorno su alcuni rilievi mossi al sindaco — alla cui sostituzione mirava la minoranza — protraendosi fino ad ora inoltrata, per cui la seduta fu sospesa dallo stesso sindaco, che ne rimandò la continuazione ad altra adunanza indetta per il 6 maggio 1955 e dichiarata, peraltro, deserta perchè vi parteciparono soltanto tre consiglieri.

Essendo, intanto, in corso presso il Comune un'ispezione da parte di un funzionario della Prefettura per l'accertamento di irregolarità addebitate all'Amministrazione ed al personale impiegatizio, il sindaco, in attesa dell'esito dell'ispezione stessa, si asteneva dal promuovere un'ulteriore convocazione del Consiglio per l'esame del bilancio, onde si rese necessario l'intervento del prefetto, il quale, nel prospettare al predetto amministratore che tale inattività del Consiglio si rifletteva negativamente sulla funzionalità dei servizi, lo invitava a convocare con ogni urgenza il predetto organo perchè provvedesse all'esame dei problemi interessanti il civico Ente e, in particolare, all'approvazione del bilancio preventivo.

In esecuzione del predetto invito, ebbe luogo, il 22 maggio 1955, una nuova adunanza consiliare, durante la quale il sindaco rassegnò le dimissioni dalla carica cui seguirono nella successiva adunanza del 4 giugno 1955, nella quale fu preso atto delle medesime, quelle degli assessori.

Riunitosi ancora una volta il Consiglio, il 13 giugno 1955, per procedere, fra l'altro, all'elezione del nuovo sindaco ed alla presa d'atto delle dimissioni dei membri della Giunta, fu discusso soltanto il primo argomento posto all'ordine del giorno, ossia il risultato, comunicato dal prefetto, dell'inchiesta eseguita presso il Comune, mentre la trattazione delle altre due questioni sopracitate fu rinviata ad altra adunanza del 20 giugno 1955, nella quale, peraltro, dopo la presa d'atto delle

dimissioni degli assessori, non fu possibile, per i forti contrasti manifestatisi, costituire una maggioranza di coalizione o raggiungere accordi su un programma amministrativo, nè si potette procedere alla elezione del nuovo sindaco, in quanto mancava il « quorum » dei consiglieri richiesto dalla legge.

Altre due adunanze, all'uopo indette per il 27 giugno 1955 ed il 13 luglio 1955, andarono deserte, nonostante il prefetto, con lettera del 6 luglio 1955, diretta al sindaco, nel rilevare lo stato di completa inefficienza funzionale dell'Amministrazione, avesse invitato formalmente il Consiglio ad adottare con ogni urgenza i rimedi idonei per assicurare la normalizzazione della civica azienda, con l'avvertenza che, in difetto, sarebbe stato costretto ad « adottare i necessari provvedimenti ai sensi del testo unico della legge comunale e provinciale approvato con regio decreto 4 febbraio 1915, n. 148 ».

Nè valse a richiamare i consiglieri alle loro responsabilità l'opera di persuasione svolta dal prefetto in due successive riunioni tenute in Prefettura il 14 e 16 luglio 1955 presso i capi dei gruppi politici rappresentati in seno al Consiglio. Infatti, sebbene fosse stata ad essi prospettata la gravità della situazione, nonchè la necessità di raggiungere un'intesa per la soluzione di importanti problemi attesa dalla cittadinanza o, quanto meno, di rassegnare tutti, in caso di mancato accordo, le loro dimissioni onde impedire che il Consiglio venisse sospeso dall'autorità governativa e sostituito da un commissario prefettizio, i due gruppi contrapposti rimasero fermi sulle loro posizioni iniziali facendo venir meno qualsiasi possibilità di superamento della crisi.

Il prefetto, tuttavia, per dare ancora una volta la possibilità alle parti in conflitto di raggiungere un'intesa, convocò d'ufficio il Consiglio, ai sensi dell'art. 124 del suddetto testo unico 1915 della legge comunale e provinciale, per i giorni del 19 e 21 luglio, ponendo all'ordine del giorno l'elezione del sindaco e della Giunta, ma ambedue le adunanze andarono deserte.

Considerato, pertanto, che ogni ulteriore indugio, mentre non offriva alcuna possibilità di comporre i profondi dissidi esistenti in seno al Consiglio, aggravava la situazione del civico Ente, i cui interessi erano stati già notevolmente pregiudicati dalla prolungata inerzia degli organi elettivi, il prefetto sospese il Consiglio con decreto del 25 luglio 1955, proponendone, altresì, lo scioglimento per motivi di carattere amministrativo, ai sensi dell'art. 323 del citato testo unico 1915 della legge comunale e provinciale.

Attesa la manifesta carenza del predetto Consiglio comunale, il quale, sottraendosi persistentemente, nonostante le formali diffide del prefetto, a precisi ed essenziali adempimenti prescritti dalla legge (nomina del sindaco e della Giunta ed esame del bilancio), ha determinato una situazione gravemente pregiudizievole per gli interessi della civica azienda e per la funzionalità dei servizi, si ritiene che, nella specie, ricorrono gli estremi della norma sopracitata per l'adozione del provvedimento proposto.

In tali sensi si è anche pronunciato il Consiglio di Stato Sezione I, con parere espresso nell'adunanza del 20 settembre 1955.

E' stato, pertanto, predisposto l'unito schema di decreto — che mi onoro di sottoporre alla firma della S. V. Ill.ma — col quale si provveda allo scioglimento del predetto Consiglio comunale ed alla nomina di un commissario straordinario per la provvisoria amministrazione del Comune stesso, nella persona del vice prefetto dott. Venanzio Cucugliata.

Roma, addì 12 dicembre 1955

*Il Ministro*: TAMBRONI

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Considerato che il Consiglio comunale di Avellino da tempo travagliato da insanabili dissidi interni, che ne hanno paralizzato la funzionalità, ha omesso persistentemente, nonostante i ripetuti interventi e le formali diffide del prefetto, l'adempimento di precisi ed essenziali obblighi di legge, pregiudicando gravemente gli interessi del civico Ente;

Ritenuto, pertanto, che ricorrono nella specie, gli estremi per far luogo allo scioglimento di quel Consiglio comunale;

Udito il parere favorevole espresso, al riguardo, dal Consiglio di Stato - Sezione I, nell'adunanza del 20 settembre 1955;

Visti gli articoli 323 e 324 del testo unico della legge comunale e provinciale, approvato con regio decreto 4 febbraio 1915, n. 148;

Sulla proposta del Ministro Segretario di Stato per gli affari dell'interno, la cui relazione è allegata al presente decreto e ne costituisce parte integrante;

Decreta:

Art. 1.

Il Consiglio comunale di Avellino è sciolto.

Art. 2.

Il vice prefetto, dott. Venanzio Cucugliata, è nominato commissario straordinario per la provvisoria gestione del Comune suddetto fino all'insediamento del nuovo Consiglio, a norma di legge.

Al predetto commissario sono conferiti i poteri spettanti al Consiglio stesso.

Il Ministro proponente è incaricato dell'esecuzione del presente decreto.

Dato a Roma, addì 14 dicembre 1955

GRONCHI

TAMBRONI

(63)

DECRETO MINISTERIALE 27 dicembre 1955.

**Sostituzione di un membro nella Commissione provinciale per il collocamento di Bergamo.**

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto il decreto Ministeriale 4 aprile 1955, con il quale è stata costituita la Commissione provinciale per il collocamento di Bergamo;

Vista la nota dell'Ufficio provinciale del lavoro di Bergamo n. 204131, in data 24 settembre 1955, con la quale viene prospettata la necessità della sostituzione del sig. Scaglia Ottorino, rappresentante dei lavoratori, richiesta dall'associazione sindacale interessata (Confederazione generale italiana del lavoro), con il sig. Naldini Vittorio della stessa organizzazione sindacale;

Ritenuta pertanto l'opportunità di provvedere alla sostituzione del predetto;

Decreta:

*Articolo unico.*

Il sig. Scaglia Ottorino è sostituito con il sig. Naldini Vittorio, quale rappresentante dei lavoratori, nella Commissione provinciale per il collocamento di Bergamo.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 27 dicembre 1955

*Il Ministro*: VIGORELLI

(34)

DECRETO MINISTERIALE 27 dicembre 1955.

**Sostituzione di un membro nella Commissione provinciale per il collocamento di Genova.**

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto il decreto Ministeriale 3 gennaio 1955, con il quale è stata costituita la Commissione provinciale per il collocamento di Genova;

Vista la nota dell'Ufficio regionale del lavoro di Genova n. 18638, in data 6 ottobre 1955, con la quale viene prospettata la necessità della sostituzione del sig. Fabbri Carlo, rappresentante dei lavoratori, richiesta dall'associazione sindacale interessata (Confederazione italiana sindacati lavoratori), con il sig. Arrigo Bravo Ferrari della medesima organizzazione sindacale;

Ritenuta pertanto l'opportunità di provvedere alla sostituzione del predetto;

Decreta:

*Articolo unico.*

Il sig. Fabbri Carlo è sostituito con il sig. Arrigo Bravo Ferrari, quale rappresentante dei lavoratori, nella Commissione provinciale per il collocamento di Genova.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 27 dicembre 1955

*Il Ministro*: VIGORELLI

(42)

DECRETO MINISTERIALE 27 dicembre 1955.

**Sostituzione di un membro nella Commissione provinciale per il collocamento di Imperia.**

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto il decreto Ministeriale 4 aprile 1955, con il quale è stata costituita la Commissione provinciale per il collocamento di Imperia;

Vista la nota dell'Ufficio provinciale del lavoro di Imperia n. 16992, in data 23 agosto 1955, con la quale viene prospettata la necessità della sostituzione del sig. Giacomazzi Giuseppe, rappresentante dei lavoratori, richiesta dall'associazione sindacale interessata (Confederazione generale italiana del lavoro), in quanto dimissionario, con il sig. Giacomelli Giovanni della medesima associazione sindacale;

Ritenuta pertanto l'opportunità di provvedere alla sostituzione del predetto;

Decreta:

*Articolo unico.*

Il sig. Giacomazzi Giuseppe è sostituito con il signor Giacomelli Giovanni, quale rappresentante dei lavoratori, nella Commissione provinciale per il collocamento di Imperia.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 27 dicembre 1955

*Il Ministro*: VIGORELLI

(43)

DECRETO MINISTERIALE 27 dicembre 1955.

**Rinnovazione dei certificati internazionali di abilitazione al disimpegno dei servizi radioelettrici sulle navi mercantili.**

IL MINISTRO
PER LE POSTE E LE TELECOMUNICAZIONI

Vista la legge 6 febbraio 1942, n. 128;

Visto il regolamento approvato con regio decreto 17 luglio 1942, n. 1003;

Visti gli articoli 2 e 3 del decreto legislativo 5 maggio 1948, n. 535, che stabiliscono la nuova foggia dell'emblema dello Stato;

Considerato che sono tuttora validi i certificati internazionali di abilitazione al disimpegno dei servizi radioelettrici a bordo delle navi mercantili rilasciati prima di tale data con emblemi e diciture diverse da quelle stabilite sul succitato decreto legislativo, nonchè quelli rilasciati, immediatamente dopo, recanti l'obliterazione dei detti emblemi e diciture;

Ritenuto opportuno specie in considerazione del carattere internazionale dei detti certificati che i titoli relativi rechino diciture ed emblemi conformi a quelli prescritti dalle leggi attualmente in vigore;

Decreta:

Art. 1.

I certificati internazionali di abilitazione ai servizi radioelettrici a bordo delle navi mercantili che rechino impresso emblemi dello Stato o diciture, anche se obliterati, non conformi a quelli previsti dal decreto legislativo 5 maggio 1948, n. 535, debbono essere sostituiti.

A tal uopo i titolari dovranno far pervenire al Ministero delle poste e delle telecomunicazioni domanda di sostituzione del titolo.

La domanda in carta semplice contenente le complete generalità del richiedente, l'indirizzo ed il numero del certificato da rinnovare, dovrà essere trasmessa al Ministero delle poste e delle telecomunicazioni, Servizio XI Radio, Ufficio I, nel termine più breve, comunque non oltre il 31 dicembre 1956.

Art. 2.

Alla domanda dovranno risultare allegati:

*a*) due fotografie recenti formato tessera, su fondo bianco, di cui una legalizzata;

*b*) ricevuta del versamento di L. 400 sul conto corrente postale n. 1/206 intestato al Ministero delle poste e delle telecomunicazioni, Servizio XI - Radio.

Art. 3.

Il Ministero delle poste e delle telecomunicazioni provvederà a consegnare agli interessati i certificati rinnovati tramite gli uffici postali, che all'atto della consegna ritireranno i certificati di vecchia emissione.

Art. 4.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 27 dicembre 1955

*Il Ministro*: BRASCHI

(60)

# DISPOSIZIONI E COMUNICATI

## MINISTERO DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

### Scioglimento della Società cooperativa di produzione e lavoro « Utilitas », con sede in Siena

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale, in data 30 dicembre 1955, la Società cooperativa di produzione e lavoro « Utilitas », con sede in Siena, costituita con atto del notaio V. De Santi in data 23 marzo 1948, è stata sciolta ad ogni effetto di legge, ai sensi dell'art. 2544 del Codice civile, senza nomina di liquidatore.

(78)

### Scioglimento della Società cooperativa « Alta Italia », con sede in Milano

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale, in data 30 dicembre 1955, la Società cooperativa « Alta Italia », con sede in Milano, costituita con atto del notaio A. Giuliani in data 13 agosto 1945, è stata sciolta ad ogni effetto di legge, ai sensi dell'art. 2544 del Codice civile, senza nomina di liquidatore.

(79)

## MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

### Diffida per smarrimento di diploma di laurea

La dott. Francesca Palaschi di Giulio, nata a Roma il 15 agosto 1896, ha dichiarato di avere smarrito il proprio diploma di laurea in lettere rilasciatole dalla Università di Roma in data 29 gennaio 1924 a seguito degli esami conclusivi del relativo corso da lei sostenuti nell'anno accademico 1922-23.

Se ne dà notizia ai sensi dell'art. 50 del regio decreto 4 giugno 1938, n. 1269, diffidando gli eventuali possessori del diploma smarrito a consegnarlo alla Università di Roma.

(67)

### Diffida per smarrimento di certificato sostitutivo del diploma di laurea

Il dott. Ottavio Luchena di Leonardo, nato a Lecce il 17 gennaio 1915, ha dichiarato di avere smarrito il certificato sostitutivo del diploma di laurea in economia e commercio rilasciatogli dalla Università di Bari in data 26 febbraio 1947, a seguito degli esami conclusivi del relativo corso da lui sostenuti nell'anno accademico 1945-46.

Se ne dà notizia ai sensi dell'art. 50 del regio decreto 4 giugno 1938, n. 1269, diffidando gli eventuali possessori del diploma smarrito a consegnarlo alla Università di Bari.

(103)

## MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO PORTAFOGLIO DELLO STATO

N. 6

### Corso dei cambi del 9 gennaio 1956 presso le sottoindicate Borse valori

| VALUTE | Bologna | Firenze | Genova | Milano | Napoli | Palermo | Roma | Torino | Trieste | Venezia |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| $ USA | 624,90 | 624,85 | 624.90 | 624,93 | 624,80 | — | 624,95 | 624,93 | 624,90 | 624,85 |
| $ Can. | 625,35 | 625,25 | 625 — | 625,30 | 624,90 | — | 625,375 | 625,30 | 625.375 | 625,30 |
| Fr Sv lib. | 145,80 | 145,80 | 145,80 | 145,80 | 145,80 | — | 145,82 | 145,80 | 145,81 | 145,80 |
| Kr D. | 90,95 | 90,96 | 91,03 | 90,98 | 90,95 | — | 91 — | 90,98 | 90,955 | 90,95 |
| Kr N. | 87,83 | 87,80 | 87,90 | 87,85 | 87,83 | — | 87,84 | 87,85 | 87,835 | 87,83 |
| Kr Sv. | 120,75 | 120,75 | 120,75 | 120,81 | 120,75 | — | 120,71 | 120,81 | 120,755 | 120,75 |
| Fol | 165,51 | 165,50 | 165,43 | 165,50 | 165,51 | — | 165,51 | 165,50 | 165,515 | 165,50 |
| Fr B. | 12,575 | 12,5775 | 12,58 | 12,5775 | 12,57 | — | 12,58 | 12,5775 | 12,579 | 12,58 |
| Fr Fr. | 178,46 | 178,50 | 178,60 | 178,49 | 178,46 | — | 178,50 | 178,49 | 178,46 | 178,45 |
| Fr Sv acc. | 143,50 | 143,43 | 143,38 | 143,48 | 143,50 | — | 143,465 | 143,80 | 143,50 | 143,50 |
| Lst. | 1757,62 | 1757,125 | 1757,375 | 1757,75 | 1756,75 | — | 1757,25 | 1757,75 | 1757,625 | 1757,75 |
| Dm. occ. | 149,82 | 149,82 | 149,84 | 149,83 | 149,82 | — | 149,81 | 149,83 | 149,825 | 149,80 |

### Media dei titoli del 9 gennaio 1956

| | |
|---|---|
| Rendita 3,50 % 1906 | 58,475 |
| Id. 3,50 % 1902 | 58,325 |
| Id. 5 % 1935 | 91,025 |
| Redimibile 3,50 % 1934 | 78,75 |
| Id. 3,50 % (Ricostruzione) | 70,20 |
| Id. 5 % (Ricostruzione) | 89,15 |
| Id. 5 % (Riforma fondiaria) | 82,85 |
| Id. 5 % 1936 | 91,65 |
| Id. 5 % (Città di Trieste) | 83,10 |
| Buoni del Tesoro 5 % (scadenza 1° aprile 1959) | 96,75 |
| Id. 5 % ( » 1° aprile 1960) | 96,50 |
| Id. 5 % ( » 1° gennaio 1961) | 95,475 |
| Id. 5 % ( » 1° gennaio 1962) | 95,50 |
| Id. 5 % ( » 1° gennaio 1963) | 95,525 |
| Id. 5 % ( » 1° aprile 1964) | 95,625 |

*Il Contabile del Portafoglio dello Stato*
MILLO

## UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

### Cambi medi del 9 gennaio 1956

| | |
|---|---|
| 1 dollaro USA | 624,94 |
| 1 dollaro Can. | 625,337 |
| 1 Fr. Sv. lib. | 145,81 |
| 1 Kr. Dan. | 90,99 |
| 1 Kr. Norv. | 87,845 |
| 1 Kr. Sv. | 120,76 |
| 1 Fol. | 165,505 |
| 1 Fr. bel. | 12,579 |
| 100 Fr. Fr. | 178,495 |
| 1 Fr. Sv. acc. | 143,472 |
| 1 Lst. | 1757,50 |
| 1 Marco ger. | 149,82 |

### Cambi di compensazione valevoli ai sensi degli accordi esistenti

Egitto . . . . . . . . Lit. 1794,55 per una lira egiziana

# CONCORSI ED ESAMI

## MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA

**Concorso per esame**
***a centotrentotto posti di uditore giudiziario***

IL GUARDASIGILLI
MINISTRO PER LA GRAZIA E GIUSTIZIA

Visto il regio decreto 30 dicembre 1923, n. 2960 sullo stato giuridico degli impiegati civili della Amministrazione dello Stato, e successive modificazioni;
Visti gli articoli 8 e 123 e successivi dell'Ordinamento giudiziario, approvato con regio decreto 30 gennaio 1941, n. 12;
Visto il decreto del Capo provvisorio dello Stato 19 aprile 1947, n. 974, contenente modifiche all'art. 123 dell'Ordinamento giudiziario;
Visto il regolamento per il concorso in magistratura, approvato con regio decreto 15 ottobre 1925, n. 1860, ed il decreto del Presidente della Repubblica in data 7 febbraio 1949, n. 28, recante modificazioni al regolamento;
Vista la legge 8 ottobre 1955, n. 907, concernente l'abrogazione dell'art. 7 della legge 27 maggio 1951, n. 392 sul biennio dalla laurea prescritto per la partecipazione al concorso;
Visto il decreto del Presidente della Repubblica 24 giugno 1954, n. 368;
Visto l'art. 5 del decreto legislativo luogotenenziale 26 marzo 1946, n. 141;

Decreta:

Art. 1.

E' indetto un concorso per esame a centotrentotto posti di uditore giudiziario.

Art. 2.

Per essere ammesso al concorso è necessario che l'aspirante:
*a*) sia cittadino italiano, di sesso maschile;
*b*) abbia l'esercizio dei diritti civili e politici;
*c*) abbia sempre tenuto illibata condotta ed appartenga a famiglia di estimazione morale indiscussa;
*d*) abbia conseguito la laurea in giurisprudenza in una Università della Repubblica;
*e*) abbia, alla data del presente bando, compiuto l'età di 21 anni e non superato quella di anni 30 salvo le elevazioni di cui al successivo articolo.

Art. 3.

Il limite massimo di età è elevato:
1) a 45 anni per i mutilati e gli invalidi di guerra e della lotta di liberazione, per i mutilati ed invalidi civili per fatti di guerra e per i fatti di Mogadiscio dell'11 gennaio 1948 e per gli ex combattenti decorati di medaglia al valore militare, e di croce di guerra al valor militare, oppure promossi per merito di guerra;
2) di cinque anni per coloro che hanno partecipato, nei reparti mobilitati delle Forze armate, alle operazioni militari nell'Africa orientale dal 3 ottobre 1935 al 5 maggio 1936, e per coloro che hanno partecipato, nei reparti delle Forze armate dello Stato, ovvero in qualità di militarizzati, alle operazioni della guerra 1940-43 e della guerra di liberazione, per i partigiani combattenti, per i reduci dalla prigionia, per i cittadini deportati dal nemico e per i profughi dell'Africa italiana e dai territori di confine.
Sono esclusi dal beneficio di cui ai numeri 1) e 2) coloro che abbiano riportato condanne per delitti commessi sotto le armi, anche se successivamente amnistiati;
3) di nove anni per i capi di famiglia numerosa (di almeno sette figli), salvi i maggiori limiti consentiti dall'art. 23 del regio decreto-legge 21 agosto 1937, n. 1542, convertito, con modificazioni, nella legge 3 gennaio 1939, n. 1;
4-*A*) di due anni per coloro che siano coniugati alla data di scadenza del termine per la presentazione della domanda di partecipazione al concorso;
*B*) di un anno per ogni figlio vivente alla data medesima.
L'elevazione di cui alla lettera *A*) del n. 4) si cumula con quella di cui alla lettera *B*) ed entrambe con quelle di cui ai numeri precedenti;
5) a 45 anni per coloro che abbiano riportato, per comportamento contrario al regime fascista, sanzioni penali o di polizia ovvero siano stati deportati o internati per motivi di persecuzione razziale.
Nei confronti degli assistenti universitari ordinari, cessati dal servizio per ragioni di carattere non disciplinare, il limite massimo di età è elevato di un periodo pari a quello di appartenenza ai ruoli di assistente; e, nei confronti degli assistenti straordinari, volontari o incaricati, sia in attività, sia cessati per ragioni di carattere non disciplinare, di un periodo pari alla metà del servizio prestato presso l'Università od Istituto di istruzione universitaria.
Il limite massimo di età per l'ammissione al concorso non potrà, in ogni caso, superare i 45 anni.
Si prescinde dal detto limite di età per gli aspiranti che, alla data del presente bando di concorso, già sono impiegati civili di ruolo dello Stato.
Agli effetti del limite di età, per i concorrenti già colpiti dalle leggi razziali, non viene computato il periodo di tempo intercorso tra il 5 settembre 1938 e sei mesi dopo l'entrata in vigore del *decreto-legge 20 gennaio 1944, n. 25*.
Il diritto alle elevazioni del limite di età indicato nel presente articolo deve risultare nei modi di cui al successivo art. 6.

Art. 4.

La domanda di ammissione, su carta bollata da lire 200, diretta al Ministero di grazia e giustizia, deve essere presentata nelle ore di ufficio al procuratore della Repubblica, nella cui giurisdizione risiede l'aspirante, entro il 29 febbraio 1956.
Gli aspiranti devono dichiarare nella domanda:
1) le precise generalità con l'esatta indicazione della residenza;
2) la data ed il luogo di nascita e, per coloro che alla data del bando hanno superato il 30° anno di età, il possesso dei titoli per fruire dell'elevazione del limite di età;
3) il possesso della cittadinanza italiana;
4) il Comune dove sono iscritti nelle liste elettorali, ovvero i motivi della non iscrizione o della cancellazione dalle liste medesime;
5) le eventuali condanne penali riportate e gli eventuali procedimenti penali pendenti al loro carico;
6) il titolo di studio con l'esatta menzione della data e dell'Università presso la quale venne conseguito;
7) la loro posizione nei riguardi degli obblighi militari.
Gli aspiranti, che siano stati giudicati permanentemente o temporaneamente inabili al servizio militare, dovranno altresì dichiarare l'infermità o l'imperfezione che ha dato luogo a tale giudizio nei loro riguardi.
La firma in calce alla domanda deve essere autenticata *da un notaio o dal segretario comunale* del luogo di residenza dell'aspirante.
Per i dipendenti dello Stato sarà sufficiente, in luogo della predetta autenticazione, il visto del capo dell'ufficio presso il quale prestano servizio.
Unitamente alla domanda deve essere presentata una fotografia del *candidato, su fondo bianco, a mezzo busto*, di data recente, che a cura del candidato medesimo dovrà essere applicata su apposito cartoncino, da richiedersi alla competente Procura della Repubblica. A tergo di tale cartoncino sarà apposta l'autenticazione del notaio, relativa alla fotografia ed alla firma del candidato, nonchè una marca da bollo da lire 200. Fatta eccezione per il distretto notarile di Roma e Velletri, la firma di autenticazione del notaio dovrà essere legalizzata.

Art. 5.

I concorrenti che abbiano superato le prove orali debbono far pervenire al Ministero di grazia e giustizia (Ufficio superiore del personale), entro il termine di giorni 20 — che decorrono dal giorno successivo a quello in cui avranno ricevuto il relativo invito — i documenti prescritti per comprovare gli eventuali titoli di precedenza nelle nomine.

Art. 6.

La qualifica di mutilato o di invalido, per qualunque causa, deve risultare dal decreto di concessione della relativa pensione ovvero dal certificato mod. 69 rilasciato dal Ministero del tesoro, Direzione generale delle pensioni di guerra, oppure da una dichiarazione di invalidità, in bollo da lire 100, rilasciata dall'Opera nazionale invalidi di guerra e vidimata dalla sede centrale dell'Opera stessa, in cui siano indicati i documenti in base ai quali è stata riconosciuta la qualifica di invalido.

La qualifica di ex combattente ed il possesso di ogni altro titolo militare, devono risultare dallo stato di servizio o dal foglio matricolare (tassa di bollo da lire 200), nonchè dalla dichiarazione integrativa del distretto militare, da rilasciarsi ai sensi del decreto legislativo 4 marzo 1948, n. 137, e successive modificazioni (tassa di bollo da lire 100).

La qualifica di profugo dall'Africa italiana deve essere dimostrata mediante dichiarazione rilasciata dalla Presidenza del Consiglio dei Ministri, Ufficio stralcio del soppresso Ministero dell'Africa Italiana, secondo le norme del decreto legislativo 26 febbraio 1948, n. 104 (bollo da lire 100).

La qualifica di profugo dalle terre di confine deve essere dimostrata, secondo le norme del decreto del Presidente del Consiglio in data 1° giugno 1948, mediante attestazione del prefetto della Provincia in cui risiede il candidato (bollo lire 100).

La qualifica di orfano di caduto in guerra, o di caduto per la lotta di liberazione, o di caduto civile per fatti di guerra deve risultare da certificato su carta bollata da lire 100 rilasciato dal competente comitato provinciale dell'Opera nazionale per la protezione ed assistenza degli orfani di guerra.

La qualifica di figlio di invalido o di mutilato di guerra, per la lotta di liberazione o di invalido civile per fatti di guerra, deve risultare dal mod. 69 da rilasciarsi dalla Direzione generale delle pensioni di guerra a nome del padre del candidato, ovvero da certificato, in carta bollata da lire 100, da rilasciarsi dal sindaco del Comune di residenza.

La concessione delle medaglie al valor militare, o della croce di guerra, ovvero di altre attestazioni di merito di guerra e la qualifica di ferito in combattimento devono essere dimostrate esclusivamente con l'esibizione dei brevetti originali relativi, ovvero di copia notarile di essi.

Gli ex prigionieri ed i civili assimilati ai prigionieri devono dimostrare tale qualifica esibendo i documenti ad essi rilasciati dalle competenti autorità.

La qualifica di reduce dalla deportazione e quella di deportato o internato per motivi di persecuzione razziale devono risultare da attestazione del prefetto della Provincia in cui l'interessato risiede (bollo L. 100).

La qualifica di partigiano combattente deve essere dimostrata con la dichiarazione integrativa rilasciata dal competente distretto militare ai sensi del decreto legislativo 4 marzo 1948, n. 137 (tassa di bollo da L. 100).

Gli aspiranti che si trovano nelle condizioni prevedute dall'art. 3, n. 5, devono dimostrare di avere riportato sanzioni penali o di polizia per comportamento contrario al regime fascista, mediante esibizione dei relativi provvedimenti.

Lo stato di famiglia deve risultare dal certificato del sindaco (bollo L. 100).

La qualità di impiegato civile di ruolo dello Stato deve risultare dallo stato di servizio rilasciato dall'Amministrazione competente in data non anteriore di tre mesi a quella del bando. Coloro che si avvalgono della facoltà di cui all'art. 5, penultimo comma, del presente bando, dovranno esibire però, come è indicato nel predetto stesso comma, anche un certificato dell'Amministrazione da cui dipendono (tassa di bollo da L. 100) comprovante che non sono sottoposti a procedimento penale o disciplinare.

Art. 7.

La graduatoria dei vincitori del concorso sarà approvata con decreto Ministeriale sotto condizione dell'accertamento dei requisiti per l'ammissione all'impiego. A tal fine i concorrenti utilmente collocati nella graduatoria saranno invitati dal Ministero a presentare, a pena di decadenza, entro il termine di giorni trenta che decorrono dal giorno successivo a quello della comunicazione che verrà loro fatta, i seguenti documenti, tutti in lingua italiana, su foglio bollato e debitamente legalizzati:

*a*) estratto dell'atto di nascita, in conformità del regio decreto 25 agosto 1932, n. 1101 (carta da bollo da lire 100); il predetto documento non può essere sostituito con il certificato di nascita;

*b*) certificato, di data non anteriore di tre mesi a quella del presente bando, rilasciato dal sindaco o dell'ufficiale di stato civile del Comune di origine o di residenza, dal quale risulti che il candidato è cittadino italiano (carta da bollo da L. 100).

Sono equiparati ai cittadini dello Stato gli italiani nati in territori non compresi nel territorio della Repubblica e coloro per i quali tale equiparazione sia riconosciuta con decreto del Capo dello Stato;

*c*) certificato, di data non anteriore di tre mesi a quella del presente bando, rilasciato dal sindaco del Comune di origine o di residenza, dal quale risulti che il candidato goda dei diritti politici (carta da bollo L. 100);

*d*) certificato medico, di data non anteriore di tre mesi a quella del presente bando, di sana costituzione fisica, rilasciato da un ufficiale medico militare, o dal medico provinciale, o dal medico condotto, o dall'ufficiale sanitario.

Se il candidato è affetto da imperfezione fisica, questa deve essere esattamente specificata nel certificato. Il certificato medico per l'invalido di guerra deve essere rilasciato ai sensi del regio decreto 29 gennaio 1922, n. 92, e successive modificazioni (carta da bollo da L. 100).

L'Amministrazione si riserva, in ogni caso, di sottoporre i candidati alla visita di un sanitario di sua fiducia. L'aspirante che non sia riconosciuto idoneo o non si presenti o rifiuti di sottoporsi alla visita, è escluso dal concorso;

*e*) certificato generale del casellario giudiziario di data non inferiore di tre mesi a quella del presente bando (carta da bollo da L. 200);

*f*) diploma originale di laurea in giurisprudenza ovvero copia notarile di esso. Qualora il candidato non sia in condizioni di produrre il diploma originale o la copia autentica di esso, è data facoltà di presentare un certificato sostitutivo a tutti gli effetti del diploma stesso.

Possono esibirsi, in esenzione da tassa di bollo, a condizione che nei relativi atti si faccia constare la povertà dell'aspirante mediante citazione dell'attestato rilasciato dalla autorità di pubblica sicurezza del luogo di residenza del candidato, ovvero dal sindaco qualora nel Comune non esista ufficio di pubblica sicurezza, i seguenti documenti: estratto dell'atto di nascita, certificato medico, certificato di cittadinanza e certificato del casellario giudiziario. Ogni altro documento è soggetto a tassa di bollo.

Per i certificati del sindaco di Roma, del cancelliere del Tribunale, del segretario della Procura della Repubblica di Roma e dei notai del distretto notarile di Roma, non occorre legalizzazione.

Per coloro che, in dipendenza di avvenimenti politici, connessi con l'ultima guerra, abbiano dovuto abbandonare la residenza nei territori di confine e non abbiano potuto farvi ritorno, valgono le disposizioni di cui al decreto legislativo 24 febbraio 1947, n. 60.

I concorrenti che già appartengono ad Amministrazioni statali come funzionari di ruolo, possono limitarsi a produrre i documenti di cui alle lettere *a*) ed *f*) insieme a copia autentica dello stato di servizio (tassa di bollo L. 200), comprovando, con certificato dell'Amministrazione da cui dipendono (tassa di bollo L. 100), di non essere sottoposti a procedimento penale, o disciplinare, e di aver riportato almeno la qualifica di distinto.

Lo stato di servizio e il certificato della Amministrazione devono essere di data non anteriore di tre mesi a quella del presente bando.

Art. 8.

Non sono ammessi al concorso:

*a*) coloro che hanno presentato le domande oltre il termine indicato nell'art. 4 ovvero non in regola col bollo;

*b*) coloro che sono stati dichiarati non idonei in due concorsi per l'ammissione in magistratura;

*c*) coloro che, per le informazioni raccolte, non risultano, secondo l'apprezzamento insindacabile del Ministro di grazia e giustizia, di moralità e condotta incensurabili ed appartenenti a famiglia di estimazione morale indiscussa.

L'espulsione del candidato dopo la dettatura del tema, durante le prove scritte, equivale ad inidoneità.

Produce inoltre gli stessi effetti della inidoneità l'annullamento di un lavoro da parte della Commissione quando essa abbia accertato che il lavoro stesso sia stato in tutto o in parte copiato da qualche testo o da altro candidato. Sono dichiarati decaduti dal concorso coloro che hanno presentato i documenti oltre il termine indicato nell'art. 7 oppure non in regola col bollo ovvero non legalizzati.

Art. 9.

L'esame consiste:

*a*) di una prova scritta su ciascuna delle seguenti materie:

1) diritto civile e romano;

2) diritto penale;

3) diritto amministrativo;

*b*) in una prova orale su ciascuna delle seguenti materie o gruppi di materie:

1) diritto romano;
2) diritto civile;
3) procedura civile;
4) diritto penale;
5) procedura penale;
6) diritto amministrativo e costituzionale;
7) diritto ecclesiastico, diritto internazionale ed elementi di statistica.

L'esame si svolgerà secondo le norme stabilite nell'art. 123 e seguenti del vigente ordinamento giudiziario, nell'art. 1 del decreto del Capo provvisorio dello Stato in data 19 aprile 1947, n. 974, e nel regio decreto 15 ottobre 1925, n. 1860, con le modificazioni di cui agli articoli 1 e 2 del decreto del Presidente della Repubblica 7 febbraio 1949, n. 28.

Art. 10.

Le prove scritte avranno luogo in Roma nei giorni che saranno determinati con successivo decreto, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Sono ammessi alle prove orali i candidati che ottengono non meno di dodici ventesimi dei punti in ciascuna prova scritta.

Conseguono l'idoneità coloro che riportano una votazione complessiva non inferiore a 91 punti e non meno di sei decimi in ciascuna prova orale.

Non sono ammesse frazioni di punto.

Art. 11.

I concorrenti dichiarati idonei sono classificati secondo il numero totale dei voti riportati.

In caso di parità di punti, si applicano le disposizioni del regio decreto-legge 5 luglio 1934, n. 1176, convertito nella legge 27 dicembre 1934, n. 2125, e successive modificazioni ed estensioni, concernenti la graduatoria dei titoli di preferenza per le ammissioni ai pubblici impieghi.

Art. 12.

Sono nominati uditori giudiziari i primi classificati entro il limite dei posti messi a concorso.

I posti spettanti a coloro che dichiarino di rinunziare alla nomina, o non si presentino ad assumere servizio nel termine di legge, saranno attribuiti ai candidati del presente concorso dichiarati idonei con maggior numero di voti, dopo quelli compresi nella classificazione dei vincitori.

Roma, addì 21 dicembre 1955

*Il Ministro*: Moro

*Registrato alla Corte dei conti, addì 7 gennaio* 1956
*Registro n.* 1 *Grazia e giustizia, foglio n.* 116. — Leuzzi

(113)

# PREFETTURA DI IMPERIA

**Graduatoria generale del concorso al posto di ufficiale sanitario del comune di Imperia**

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI IMPERIA

Visto il proprio decreto n. 13751-San. del 15 settembre 1953, con il quale è stato indetto un concorso al posto di ufficiale sanitario del comune di Imperia;

Visto il decreto dell'Alto Commissariato per l'igiene e la sanità pubblica n. 340.3/9711 del 28 giugno 1954, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 157 del 13 luglio 1954, relativo alla nomina della Commissione giudicatrice;

Visti i verbali e gli atti rassegnati dalla detta Commissione giudicatrice, a seguito dell'espletamento delle operazioni di concorso avvenuto presso gli uffici dell'Alto Commissariato per l'igiene e la sanità pubblica, nel Palazzo Viminale di Roma;

Visto l'art. 23 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

E' approvata la seguente graduatoria dei concorrenti dichiarati idonei al concorso citato in premessa:

1. Sarcià dott. Sebastiano punti 154,25 su 200
2. Ferrari dott. Mario » 137,60 »

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio di questa Prefettura e del comune di Imperia.

Imperia, addì 20 dicembre 1955

*Il prefetto*: Camera

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI IMPERIA

Visto il proprio decreto di pari numero e data, relativo all'approvazione della graduatoria degli idonei al concorso al posto di ufficiale sanitario del comune di Imperia, bandito con decreto prefettizio n. 13751-San., in data 15 settembre 1953;

Visto l'art. 24 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

Il dott. Sarcià Sebastiano, primo classificato nel concorso citato in premessa, è nominato ufficiale sanitario del comune di Imperia.

Il predetto ufficiale sanitario dovrà assumere servizio entro il 10 gennaio 1956.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio di questa Prefettura e del comune di Imperia.

Imperia, addì 20 dicembre 1955

*Il prefetto*: Camera

(6646)

MOLA FELICE, *direttore* Santi Raffaele, *gerente*

Roma Istituto Poligrafico dello Stato - G. C.